



## Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

*Un gouvernement au service du patronat !*

Depuis des mois, la CGT lutte contre les ordonnances Macron. Le gouvernement lui, affirme que ces ordonnances favoriseront l'emploi notamment en facilitant les embauches. Est-ce que c'est avec des procédures de rupture conventionnelle collective (Nouveau dispositif issu des ordonnances Travail) que nous renforcerons l'emploi. Bien sûr que non ! Macron et ses Ministres ont une facilité déconcertante à mentir aux citoyens.

Ce que la CGT dénonce et que PSA ou PIMKIE confirment, c'est que le patronat se sert de cette réforme qui tout simplement (et c'est ça la réalité du terrain), leur simplifie les licenciements.

Peugeot SA qui n'en est pas à son premier essai en terme de casse de l'emploi, 25 000 sur les 5 dernières années, n'a vraiment pas perdu de temps pour lancer son plan de licenciements puisque le décret n'a été publié au journal officiel que le 22 décembre dernier.

Ils trouvent donc dans ces ordonnances l'outil miraculeux pour licencier à moindres frais et surtout sans contrainte, puisque la notion de cause réelle et sérieuse disparaît du Code du Travail et qui plus est, il n'a aucun dispositif d'accompagnement à mettre en place.

### **PSA laboratoire de l'automobile ... !**

Les autres groupes risquent d'être décomplexés et d'imiter PSA. « Virer » des CDI pour rendre plus précaires ces salariés et donc plus malléables et plus fragiles face au dictat du patronat (c'est surtout cela les effets des ordonnances).

Le secteur automobile déjà très touché par les restructurations, la précarité, les mauvaises conditions de travail n'a pas besoin de telles lois, mais plutôt de formation, d'investissements dans l'outil de production et d'une vision à moyen et long terme.

L'industrie, vectrice d'emplois et de savoir-faire, a toute sa place en France et surtout les salariés qui y travaillent doivent bien vivre dans leurs entreprises.

Le gouvernement devrait s'occuper de cette réalité plutôt que de favoriser les patrons à détruire les emplois et dégrader les conditions de travail et ceci simplement pour obtenir une rentabilité immédiate qui pourtant fragilise à long terme toute l'industrie.

Sans industrie plus de services publics, il est donc temps que nos « chers » patrons et politiques revoient leur copie, car notre pays a un seul besoin celui d'une industrie et d'un service en bonne santé répondant aux besoins de la population. Assurer le développement économique en territoire, créer des emplois, c'est cela le progrès social.

**Montreuil, le 8 Janvier 2018**